



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024/ICPE/238
Société SARVAL OUEST à Issé**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU les livres I et V du code de l'environnement de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7 et 8, L. 172-1, L. 511-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2003, relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ;

VU les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment celles des articles 29 de l'arrêté ministériel pré-cité ;

VU les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017, relatif aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des Sociétés SARVAL-OUEST et ALVA dont les activités concernent le traitement de déchets et de sous-produits d'origine animale et d'une station d'épuration industrielle située au lieu-dit « Grand'Lande » sur la commune d'ISSE ;

VU les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/275 prescrivant une étude de suivi de gêne olfactive pour les sociétés SARVAL OUEST, ALVA et VALDIS (Groupe SARIA) à Issé ;

VU les dispositions de l'arrêté préfectoral 2023/ICPE/298 du 08 septembre 2023, mettant en demeure de société SARVAL-OUEST de respecter dans un délai de 5 mois :

« article 1^{er} – la transmission d'un diagnostic complet et actualisé (suite aux travaux programmés en 2024) annexé par un échéancier de travaux sur la gestion des sources de pollution olfactives diffuses (froid et chaud) en provenance de ses installations ;

article 3 – de communiquer une étude de dispersion des émissions odorantes actualisée par de nouvelles mesures d'émissions des rejets gazeux (document commun aux trois établissements) qui précisera :

- l'actualisation des moyens mis en œuvre pour le captage et le traitement de l'air ambiant des zones de production et des gaz du process émanant du fonctionnement de ses installations ;*
- l'évaluation des impacts cumulés des activités SARVAL-OUEST et d'ALVA et VALDIS dans un rayon de 3 km ;*
- la prise en compte des impacts éventuels des émissions diffuses (gaz froid et chaud) non canalisées sur chacun des établissements ; »*

VU le courrier en date du 05 juillet 2024 de la direction départementale de la protection des populations invitant l'exploitant à formuler ses remarques sous 15 jours, conformément à l'article L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 19 juillet 2024 au courrier du 05 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT le nombre anormalement important de plaintes transmises par les riverains du site Grand Lande à ISSE au début du mois juin 2023 ;

CONSIDÉRANT les conclusions des études suivantes transmises par l'exploitant :

- Bilan de performance actualisé du traitement des odeurs (TC1 BF2) référencé R ONFRSARI23C.2 TC1BF2 ;
- Rapport de performance actualisé du traitement des odeurs (TC2 BF3) référencé ONFRSARI23.B1TC2BF3 du 21/11/2023 ;
- Rapport des émissions diffuses des halls de production R ONFRSARV23A réalisé les 7,8 et 9 novembre 2023 ;
- Étude globale de dispersion des émissions odorantes (diffuses et canalisées) RD ONFRSARV23E.23SITES caractérisant l'origine et le non-respect des émissions odorantes (canalisées et diffuses) au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017, relatif au fonctionnement des activités conduites sur le site de « Grand'Lande » à ISSE par les installations de SARVAL-OUEST et ALVA et VALDIS ;

CONSIDÉRANT la transmission d'un plan d'actions spécifiques en date du 6/02/2024, complété le 21/05/2024 et le 21/06/2024 conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral N° 2023/ICPE/298 du 08/09/2023 mettant en demeure la société SARVAL OUEST à ISSE afin de garantir le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que ces odeurs peuvent avoir un impact sur la santé des riverains ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1 – La société SARVAL-OUEST, dont les installations et le siège social sont situés au lieu-dit « Grand-Lande » sur la commune d'ISSE (44520) est mise en demeure de procéder aux actions correctives selon l'échéancier proposé par l'exploitant le 21/06/2024 afin de garantir le respect des dispositions applicables au fonctionnement de ses installations à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 concernant les émissions odorantes (canalisées et diffuses) sur le site.

Article 2 – La société SARVAL-OUEST est mise en demeure de procéder à l'achèvement des travaux d'étanchéifications du hall de cuisson viandes selon les délais suivants :

- au plus tard le 31/07/2024 : reprise de l'étanchéité du bâtiment ;
- au plus tard le 31/08/2024 : étanchéification des liaisons entre translucides et bardages (paroi est, côté bureaux) ;
- au plus tard le 30/10/2024 : validation de l'étanchéification par test fumigène.

Article 3 – La société SARVAL-OUEST est mise en demeure de procéder aux travaux de recherche et de mise en place de solutions pour diminuer la charge odorante en provenance de la station d'épuration selon les délais suivants :

- au plus tard le 30/09/2024 : la transmission au service des Installations Classées **d'une étude technico-économique** sur la mise en place de solutions pour diminuer les sources d'émissions olfactives (diffuses) en provenance de la station d'épuration industrielle de l'établissement de SARVAL-OUEST ;
- au plus tard le 31/12/2024 : la transmission au service des Installations Classées d'une étude sur la mise en place de solutions techniques auprès d'experts qualifiés afin de minimiser la dispersion des odeurs générées par le fonctionnement de la station d'épuration ;
- au plus tard le 30/06/2025 : la mise en place des solutions techniques définitives après expertise et relevant des émissions olfactives en provenance de la station de traitement des eaux industrielles présente sur le site de SARVAL-OUEST et d'ALVA.

Article 4 – Les dispositions du présent arrêté préfectoral de mise en demeure seront abrogées suite à la transmission :

- d'une étude de dispersion atmosphérique des rejets gazeux résiduels diffus, canalisés et traités en provenance du fonctionnement de l'installation de SARVAL-OUEST et d'ALVA (en fonctionnement seul) permettant de garantir le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 en vigueur ;

L'étude demandée sera réalisée dans un délai de deux mois après la réalisation des travaux visés aux articles 1 et 2 du présent arrêté.

- d'une étude de dispersion atmosphérique commune aux établissements (SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS) des rejets gazeux diffus, canalisés et traités en provenance du fonctionnement des établissements, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3/12/2020.

L'étude demandée sera réalisée dans un délai de deux mois après la réalisation des travaux engagés par les sociétés VALDIS et SARVAL-OUEST répondant aux conclusions du rapport de l'étude de dispersion globale référencée ONFRSARV23E.23SITES.

Article 5 – Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2023/ICPE/298 du 08/09/2023 portant mise en demeure de la société SARVAL-OUEST, domiciliée au lieu-dit « Grand'Lande » sur la commune de ISSE (44520), sont abrogées.

Article 6 – Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 – Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique, ainsi que sur le site des installations classées Géorisques :

(<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees>)

Une copie sera adressée au maire de la commune de Issé.

Article 9 – Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire-Atlantique, le maire de la commune de Issé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 30 juillet 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis


Marc MAKHLOUF